

PREFET DE L'INDRE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté portant déconsignation de somme du 23 DEC. 2019**  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**  
**Société ROCA à Saint-Maur**

**Le Préfet de l'Indre,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, I., 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 autorisant la société FERAY à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011109-0004 du 19 avril 2011 portant transfert au profit de la société SETEC de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014328-0007 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-127-DDCSPP du 23 novembre 2015 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2019-02-01-001 en date du 1<sup>er</sup> février 2019 mettant en demeure, dans un délai de quinze jours, la société ROCA de transmettre à Monsieur le Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 mai 2019 portant consignation de somme d'un montant de 362 702 euros ;

Vu l'acte de cautionnement solidaire d'un montant de 362 702 euros établi le 15 mai 2019 arrivé en préfecture par courrier en date du 3 décembre 2019 ;

Vu le courrier de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 décembre 2019 ;

**Considérant que l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement solidaire pour le montant requis ;**

**Considérant** que le montant de 362 702 euros répond au coût des travaux à réaliser pour la remise en état du site ;

**Sur proposition** de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre,

## **ARRÊTE**

**Article 1** - La procédure de restitution des sommes consignées, en application de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2019 portant consignation, prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée en faveur de la société ROCA située à Saint-Maur.

**Article 2** - La somme consignée peut être restituée à la société ROCA en raison de l'exécution de la mesure prescrite. Le montant devant être restitué s'élève à 362 702 euros.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télécours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à la société ROCA.

Une copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Maur ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire.

**Article 5** - La Secrétaire Générale, le Directeur Départemental des Finances Publiques, le maire de la commune de Saint-Maur, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Lucile JOSSE